



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Colombie

Question écrite n° 101309

Texte de la question

M. Marc Francina souhaite appeler l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation d'Ingrid Betancourt, citoyenne française et colombienne, retenue en otage par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Depuis ses débuts en politique, Ingrid Betancourt s'est vivement engagée contre la pauvreté et l'injustice. Elle n'a cessé de dénoncer les narcotrafiquants et la corruption qui gangrènent son pays. Enlevées depuis 2002, Ingrid Betancourt, sénatrice de Colombie, et sa collaboratrice, Clara Rojas, sont aux mains de la guérilla communiste, emprisonnées dans la jungle. Il l'interroge donc sur la réalité, la constance et l'efficacité des démarches diplomatiques entreprises jusque-là, notamment par la France. Dans un contexte extrêmement tendu et alors que la famille d'Ingrid Betancourt vit toujours dans l'attente et l'espoir d'une « preuve de vie » - une vidéo promise par les FARC -, il souhaiterait être informé de l'état actuel des négociations. Il souhaiterait également savoir si de nouvelles initiatives diplomatiques fortes ont été entreprises afin d'accélérer la libération de Mme Betancourt et, de manière générale, de l'ensemble des personnes prises en otage dans le cadre de ce conflit colombien.

Texte de la réponse

La recherche de la libération de Mme Ingrid Betancourt et de Mme Clara Rojas et le sort des otages en Colombie sont une priorité constante de l'action du ministre des affaires étrangères. C'est animé de cette volonté que le ministre s'est rendu à Bogota le 26 janvier dernier. À cette occasion, il s'est longuement entretenu avec le président colombien Alvaro Uribe du sort de notre compatriote et des autres otages en Colombie. Il a également rencontré lors de ce déplacement la famille d'Ingrid Betancourt, ainsi que les familles d'autres otages, reçues à la résidence de France. Après avoir pris de nombreuses initiatives, la France a bâti, avec l'Espagne et la Suisse, une proposition consistant à délimiter une zone, située dans le département de Valle del Cauca, afin de permettre au gouvernement colombien et aux FARC d'engager des négociations en vue d'un accord humanitaire permettant la libération de Mme Betancourt et d'autres otages. Le Président colombien a confirmé personnellement au ministre, lors de leur entretien, l'acceptation de cette proposition, qu'il avait rendue publique le 13 décembre 2005. Le 23 février dernier, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'enlèvement de Mme Betancourt, de nombreuses manifestations ont témoigné de la très forte mobilisation des plus hautes autorités de l'État, du Gouvernement et de l'ensemble de notre pays. Le ministre est intervenu sur l'antenne de Radio Caracol, l'une des principales radios du pays, pour adresser à notre compatriote, à Mme Clara Rojas, sa directrice de campagne, ainsi qu'à l'ensemble des otages en Colombie, un message de profonde solidarité. Le même jour, la présidence de l'Union européenne a publié une déclaration qui a reconnu la nécessité de conclure un accord humanitaire et qui a pleinement appuyé la proposition que la France a faite, avec l'Espagne et la Suisse, pour faciliter l'ouverture d'un dialogue. À un moment où chacun était porté à un optimisme prudent, en raison des déclarations du Président colombien et des FARC à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre, un attentat dans l'École militaire de Bogota le 19 octobre et les déclarations du président Alvaro Uribe, le lendemain, ont relancé notre inquiétude. C'est pourquoi notre pays, comme il l'avait déjà fait à plusieurs reprises dans le passé, notamment par la voix du Président de la République, a tenu, dès le 20 octobre, à

marquer son hostilité à toute opération de sauvetage des otages par la force, car cela mettrait leur vie en péril. Soucieuse que les contacts nécessaires et le dispositif mis en place puissent se développer dans la plus grande discrétion, la France demeure convaincue qu'une solution pacifique est possible en Colombie. Dans cette perspective, et afin d'éviter que les familles des otages ne perdent tout espoir, elle invite de façon constante tous les acteurs à renouer le fil d'un dialogue permettant de conduire à un accord humanitaire. Notre pays témoigne à chaque occasion sa pleine disponibilité pour accompagner la Colombie dans la recherche de la paix, qui ne pourrait que bénéficier à l'ensemble de sa population.

Données clés

Auteur : [M. Marc Francina](#)

Circonscription : Haute-Savoie (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 101309

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er août 2006, page 7918

Réponse publiée le : 12 décembre 2006, page 12955